

Un număr vechiu 2 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA — JURISPRUDENȚA — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICA — FINANȚE

D I R E C T O R : C I R U E C O N O M U

Licențiat în drept din Paris, Consilier la Înalta Curte de casație

PRIM-REDACTOR: ION N. CESARESCU

REDACTOR-PROPRIETAR: I. S. CODREANU

A B O N A M E N T U L	
Pe an, în România	40 lei
6 luni	20 „
3 luni	10 „
Străinătate: 50 lei pe an, 25 pe 6 luni	

*Apare de două ori pe săptămână
sub redacțiunea unui comitet*

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția & Administrația
București, CALEA RAHOVEI—5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON № 16/98

S U M A R

L'incapacitate sucesorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine, de d-l *Lucian Holoney*.

Reînceperea cursurilor de criminologie, știință și legislație penitenciară comparată la Facultatea de Drept din București, de *Iscod*.

JURISPRUDENȚĂ:

Curtea de casație, secțiuni-uite: *Ministerul finanțelor cu Primăria comunei Constanța*;

Curtea de apel București, s. I: *I. G., contravenție la legea zahărului, cu o Observație de d-l Cons. Popescu*.

L'incapacitate sucesorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine.

I

Aperçu général sur l'article 7.

Naturalisation.—Incapacitate sucesorale.—Effets juridiques de la naturalisation.—Reconnaissance de la qualité de Roumain.

L'incapacitate sucesorale des étrangers d'acquérir des immeubles ruraux en Roumanie est d'ordre constitutionnel. La Constitution érige le droit d'acquérir la propriété rurale en *droit politique*, ne pouvant donc être accordé qu'aux Roumains ou à ceux qui se font naturaliser tels.

L'article 7 de notre Constitution est devenu célèbre par ses dispositions, qui se devisent en deux groupes:

1. Les premiers alinéas se réfèrent au mode d'acquérir l'exercice des droits politiques.

2. Le dernier alinéa contient la disposition prohibitive pour les étrangers, relativement à l'acquisition de la propriété foncière.

1. — *Naturalisation.*—Il est nécessaire d'étudier le côté constitutionnel de la naturalisation pour mieux comprendre ses divers conséquences juridiques en matière de succession immobilière.

Pour obtenir la naturalisation, l'étranger doit mettre en mouvement tout l'organisme législatif tel qu'il fonctionne pour les lois ordinaires; car

toute demande de naturalisation est un projet de loi *sui generis* qui diffère des autres projets de lois par cela même, que leur initiative n'est ni gouvernementale ni parlementaire; le gouvernement saisi de la pétition du demandeur la transforme en un projet de loi, qui doit être voté par les deux Chambres du Parlement et la loi doit ensuite être promulguée, puis sanctionnée et publiée.

La Constitution prescrivant encore dans son art. 8 que: *la naturalisation s'accorde par le pouvoir législatif* donne au Parlement une des plus grandes prérogatives, qui se réfère à une sphère importante de politique nationale et qui dans presque tous les pays est l'attribut du pouvoir exécutif et qui tombe sous la prescription des lois ordinaires et non sous la prescription constitutionnelle.

La disposition du § 3 de l'art. 7, qui précède l'article ci-dessus mentionné, est plus catégorique: *la naturalisation ne peut-être accordée qu'individuellement et en vertu d'une loi*, et par conséquent restreint l'exercice que le pouvoir législatif pourrait commettre en accordant la naturalisation ¹⁾.

* * *

On a vu des cas où la naturalisation votée conformément à la prescription constitutionnelle, se trouvait anihilée par le même rouage administratif qui l'avait présentée au Parlement, mais qui a refusé ou bien oublié de sanctionner, promulguer et publier cette loi.

Quel est au point de vu constitutionnel et juridique le sort de ces naturalisations?

C'est un problème d'ordre politique qui mérite d'être mentionné, parce qu'une négligence d'un chef d'administration ne peut effacer le vote de la représentation nationale, à qui la loi fondamentale a confié le droit sacré d'accorder les naturalisations.

¹⁾ Voyez notre article publié dans le *Curierul Judiciar*, No. de 1906.

Le Ministre compétent pourra être obligé, par le contrôle de l'autorité judiciaire de ne pas retarder la promulgation. Il ne peut dépendre de sa seule volonté d'anihiler une naturalisation, car dans ce cas la disposition spéciale de l'art. 8, serait une *singularité constitutionnelle*.

Même la nécessité d'obtenir l'approbation parlementaire par l'intermédiaire du gouvernement (art. 7, § 1) n'est qu'une simple mesure de prudence prise par le législateur constituant contre une faveur possible des parties politiques. Il existe donc pour l'administration un *devoir moral* et une *obligation légale* d'assurer une protection très énergique au naturalisé en même temps que force juridique au vote parlementaire. Cette administration ne doit pas méconnaître l'application de la Constitution, quand précisément c'est à elle qu'a été confié le soin de la faire respecter et non point d'en annuler les effets par ses refus ou par ses négligences. Il est donc certain qu'au point de vue constitutionnel, c'est du Parlement que les naturalisations tiennent leur énergie juridique et le rôle de sanction appartenant à l'autorité publique ne doit pas détruire le rôle antérieur de la volonté nationale. Cependant quelques auteurs admettent que le simple refus de l'administration suffirait pour priver le naturalisé de l'approbation législative; mais dans ce cas, on constate, que tout l'appareil des formalités parlementaires toujours difficiles à remplir, deviendrait inutile.

* * *

On a encore soulevé en pratique la question de savoir: si la Chambre des Députés rejetant une naturalisation votée par le Sénat, annule ainsi ou non le vote du Sénat et s'il est nécessaire d'obtenir une seconde fois l'approbation du Sénat, lorsque présentée une seconde fois à la Chambre cette naturalisation a été votée. Ni la Constitution, ni le Règlement intérieur des Assemblées législatives ne prévoient ce cas. Dans la pratique parlementaire la solution de cette question a variée. *Mr. Const. Dissesco* croit qu'une telle naturalisation obtenue sans la répétition du vote de la première Assemblée n'est pas constitutionnelle, le projet de loi rejeté par l'autre Assemblée a été détruit ainsi dans son existence légale; il faut donc une nouvelle demande initiale.

* * *

Dans notre *droit antérieur* la distinction entre citoyen et étranger était fondée sur la différence des croyances religieuses qui formait l'élément constitutif de la nationalité.

Au XVI-ème siècle, on trouve de restrictions contre les Juifs et contre les Arméniens.

Les Coutumes du XVII-ème siècle contiennent des rescrits (glave), qui interdisent aux Juifs et aux hérétiques d'être témoins contre les Chrétiens et de prêter serment. La *Coutume de Govora* imprimée en 1640, au temps du très éclairé Prince régnant Matei Basarab Voevod, de tout le pays de Hongro-Valachie, Les *Coutumes impériales* de Vasile Lupu, de 1646, et la *Loi de Justice* de Matei Voda de Tergovishteia en 1652 contiennent différentes restrictions. Matei Voda a été jusqu'à prohiber aux vrais croyants de recourir aux services des médecins Juifs, prohibition qu'on ne retrouve pas dans le code de son contemporain Vasile Lupu.

Il est à remarquer que le Juif baptisé était identifié aux Chrétiens et jouissait même de quelques privilèges; on leur pardonnait les fautes commises avant leur baptême—, comme don de baptême, disent les Coutumes impériales— tout sera purifié et restera comme s'il naissait une seconde fois. L'Établissement de Stéphane Racovitza de 1764, interdisait aux étrangers d'avoir des droits civils et politiques dans le pays roumain.

Le *Règlement Organique*, la loi fondamentale, mise en vigueur en 1831, accorde aux étrangers le droit d'obtenir la naturalisation, mais l'accorde seulement à ceux de *rite chrétien*²⁾

On distinguait la *grande naturalisation* qui conférait tous les droits politiques (art. 379) et la *petite naturalisation* sans stage et sans l'intervention de l'Assemblée nationale (Obşteasca Adunare) qui accordait seulement les droits civils et les droits de commerce, ainsi que le droit de possession du sol (art. 379, alin. V).

La *Convention de Paris* (7/19 Août 1858) établit l'égalité de droits politiques pour les non Chrétiens (Juifs) mais seulement à titre de vœux pour l'avenir. *L'exercice de ces droits*, dit cette Convention, *pourra aussi être étendue aux autres cultes par disposition législatives*.

Le *Code Civil*, mis en vigueur en 1865, qui abroge le Règlement Organique, ne reconnaît qu'une seule naturalisation qui est considérée comme un *principe d'ordre législatif ordinaire*, car, d'après son art. 9 tous les étrangers *sans distinction de religion* peuvent obtenir l'exercice des droits politiques.

La *Constitution* de 1866 pose le principe, que *les étrangers de rite chrétien* seulement peuvent obtenir la naturalisation. Mais en 1879, après le Traité de Berlin, diverses causes historiques et politiques qui sortent du cadre de cette étude, ont contribué à la modification apportée par notre droit constitutionnel et d'après laquelle *tous les étrangers sans distinction de croyance religieuse* peuvent obtenir l'exercice des droits politiques, par le procédé que nous avons exposé.

Les dispositions du Code civil concernant la naturalisation se trouvent abrogées par l'art. 7 de notre Constitution révisée en 1879. Seulement le dernier alinéa de l'art. 8, relativement aux enfants *trouvés*

²⁾ Antérieurement les étrangers même ceux de rite chrétien ne pouvaient obtenir la naturalisation qu'en se mariant avec une *indigène noble* (pământeancă nobilă).

sur le territoire roumain, sans père ni mère connus qui sont Roumains de droit, est resté en vigueur. En dehors de ce cas unique, nul étranger ne peut devenir Roumain qu'en vertu d'une loi.

On doit encore remarquer, qu'en Roumanie l'exercice des droits civils ne dépend pas de la qualité de citoyen, conformément à l'art. 6 du Code civil et les étrangers comme les nationaux profitent des avantages que la loi leur accorde dans leurs rapports privés avec d'autres personnes. L'exercice des droits politiques est seulement réservé aux citoyens.

2. *Incapacité successorale.*—Le célèbre paragraphe 5 de l'art. 7 proclame dans les termes suivants cette incapacité: *Seulement les Roumains ou ceux qui se seront fait naturaliser Roumains, pourront acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. Les droits acquis jusqu'à ce jour sont respectés. Les conventions existantes aujourd'hui demeurent en vigueur, avec toutes les clauses et les termes qu'elles contiennent.*

On sait que la Roumanie moderne a obtenu en 1866 son pacte fondamental, qui n'est qu'une reproduction plus ou moins fidèle de la Constitution de la Belgique de 1830.

De toutes les dispositions constitutionnelles, l'art. 7 presque seul est à maintenir l'état des choses antérieurement existantes.

Mais, par une étrange coïncidence, notre législateur constituant, qui ne s'était pas inspiré de la Constitution anglaise, a donné au pays roumain — en imitant la Belgique — une Constitution qui n'est que la mise en formule des principes coutumiers (*unwritten Constitution*) de cette Constitution anglaise, car d'après le savant professeur, de l'Université d'Oxford, Mr. Dicey: la Constitution belge est la reproduction écrite de la Constitution anglaise³⁾

Mais en outre, nos constituants ont inconsciemment complété la Constitution belge avec un principe du droit public anglais, car la partie finale de l'art. 7 est identique à une disposition de la loi anglaise (Les étrangers ne peuvent posséder à *aucun titre* un droit immobilier quelconque dans le Royaume-Uni) modifiée profondément par la loi du 12 Mai 1870.⁴⁾ Cette loi connue sous le titre abrégé de *Naturalisation Act 1870* forme aujourd'hui le code de naturalisation et la condition des étrangers en Angleterre.

L'Angleterre est actuellement le pays où la liberté de tester est la plus absolue (Wills Acts).

Mais en Angleterre, l'incapacité des étrangers

d'acquérir des immeubles, soit à titre héréditaire, *by descentance*, soit à titre d'acquéreur, *by purchase*⁵⁾ n'a pas été élevée au rang de principe constitutionnel, car dans les pays anglo-saxons les modifications des lois fondamentales se font par la même voie que pour les lois ordinaires.⁶⁾

Nos constituants, connaissant la facilité avec laquelle on modifie chez nous les lois, ont inscrit l'incapacité successorale dans le pacte fondamental. Aujourd'hui, on peut donc dire, que l'art. 7 dans son ensemble, est *the standard* de la Constitution roumaine et sa modification exige les voies légales de la révision constitutionnelle, ce qui dans notre monde politique serait considéré comme un véritable *coup d'Etat*.

Cette interdiction d'acquisition de la propriété foncière est dictée uniquement par l'intérêt de la *conservation nationale du sol*.

(A suivre)

LUCIAN HOLONEY
Avocat
Bucarest

Reînceperea cursului de criminologie, știință și legislațiune penitenciară comparată la Facultatea de Drept din București

Miercuri la orele 4^{1/2} d-1 C. Rădulescu, Sub-directorul-general al închisorilor, a reînceput cu studenții Facultății de Drept cursul său de criminologie, știință și legislațiune penitenciară comparată. Un public foarte numeros și select populă marea sală a Universității și, în afară de studenți, mulți magistrați, avocați și profesori universitari, printre cari d-nii Gr. Ștefănescu, I. Tanoviceanu, etc., asistau la acest interesant curs inaugurat de d-1 Rădulescu încă din anul 1908 și autorizat de Ministerul de instrucțiune. În prelegerea de deschidere d-1 Rădulescu a vorbit despre *Evoluțiunea Dreptului penal și a concepțiunii de pedeapsă*, arătând împrejurările și modul cum s'au născut noile științe Criminologia și Penologia. Că vechiul Drept penal, sub influența doctrinei filozofice a liberului arbitru, avea la fundamentul lui credința în libera voință a individului și consideră crima ca o acțiune emanată din propria și unica voință, independent de orice altă influență străină criminalului. Responsabilitatea penală se deducea din responsabilitatea morală și se pedepsea într'ansa greșeala, păcatul. De aci ideea de expiațiune a crimei care a imprimat vechiului Drept penal al tuturor țărilor caracterul unic de represiune, iar pedepsei acea cruzime și rigoare medievală.

³⁾ A.V. Dicey. «Introduction to the study of the law of the Constitution», 1902, p. 86: *The Belgian Constitution comes very near to a written reproduction of the English Constitution.*

⁴⁾ *Act to amend the law relating to the legal condition of Aliens and British subject.*

⁵⁾ Blackstone, *Commentaries on the law of England* 15-e éd. III, 8 et 80.

⁶⁾ Sir William R. Anson, *The Law and Custom of the Constitution*, Oxford 1897.

Se căută sub imperiul acestor doctrine nu amendarea culpabilului, ci suprimarea lui prin torturile cele mai rafinate și mai crude. Se aveă în vedere numai crima, adică acțiunea, iar nu individul și cauzele cari îl împinsese la crimă. Această doctrină a pedepsei și concepțiunea dreptului penal a fost susținută și apărută și de filozofii Leibnitz și Kant, cari nu recunoșteau pedepsei alt rol decât cel represiv și suferința exemplară. Nici o altă funcțiune de utilitate sau amendare nu se atribuiă pedepsei care izbeă actul și crima ca efect și produs al liberei și nealteratei voințe. Aceste păreri deși combătute de unii juriști, filozofi și sociologi ca Bentham, Hobes, Beccaria, etc., au continuat să domine spiritul Dreptului penal general sub școala clasică până în timpurile contimporane. La 1874 Lombroso creează în Italia noua școală antropologică sau pozitivistă, bazată pe observațiunea și studiul criminalului nu al crimei. Impreună cu Henrico Ferri și Garofalo, ei răstoarnă vechiul fundament al Dreptului penal, înlăturând dela baza lui teoria liberului arbitru, demonstrând că acțiunile omenești și deci crima nu sunt rezultatul liberei voințe, ci contrariu, produsul factorilor interni și externi cari o determină. Astfel, admitându-se teoria determinismului, se evoluționează întreaga doctrină penală. Se începă a se studia nu acțiunea, ci factorii sociali cari o determină; nu crima, ci omul, criminalul; și astfel se nască Criminologia care se ocupă cu studiul crimei și al criminalului ca produs și fenomen al factorilor sociali și ai heredității. Sub influența acestei științe, care luă dela început o enormă dezvoltare, Dreptul penal evoluează în domeniul sociologic, iar repressiunea se îndulcește simțitor. Pedepsa devine instrument de moralizare și amendare, și deci utilitaristă. Funcțiunile și rolul pedepsei se cuprind astăzi în limitele justului și a utilului, iar ea nu mai este legitimă decât în măsura în care este justă, nu este necesară decât în măsura în care este utilă și nu mai poate fi admisibilă decât cu condițiunea de a fi reparabilă.

Din studiul și rolul pedepsei se nască Penologia sau știința penitenciară, care se ocupă cu studiul funcțiunilor ce ea trebuie să îndeplinească în societățile moderne și cu organizarea mijloacelor practice de adoptare a pedepsei la aceste funcțiuni. Din noile doctrine se nască asemenea curentul de *Individualizare a pedepsei*, care substituie considerațiunile criminalului, celei ale crimei, și care tinde a adapta complet sancțiunile penale adevăratei responsabilități a infractorului.

În urmă d-l Rădulescu făcă istoricul și deosebiriile școlilor sociologice franceze, a lui Lacasagne, a școlii utilitariste, a școlii politice cri-

minaliste a lui Liszt, a școlii rigoriste, etc., și arată modul cum Dreptul criminal variază în timp și în spațiu. Demonstră că delictetele sau crimele naturale, având la baza lor morala generală și conștiința și simțul moral social, sunt păstrate în toate epocile și în toate legislațiunile penale, că variază numai în parte. În acest sens arată cum incestul, blestemul, erezia, ateismul, etc., cari altădată erau considerate cu crime grave și pedepsite cu moartea, astăzi sunt nepedepsite în cele mai multe legislațiuni. Că variază în totul crimele factive, de pur drept pozitiv, adică acele create de legiuitori în interes de utilitate, cum sunt delictetele provenind din legile vânatului, pescuitului, a vămilor, etc.

După aceasta d-l Rădulescu arată importanța problemei criminalității în societățile moderne, cum și necesitatea cunoștinței noilor științe pentru toți aceia cari se ocupă cu studiul dreptului criminal și chiar pentru sociologi. Descrie apoi catedrele universitare create special pentru aceste științe în Franța, Germania și Belgia, cum și importanța clinicilor penitenciare adoptate și de d-sa.

Terminând prelegerea, d-l Rădulescu a fost viu aplaudat de asistență.

Cursul se continuă în fiecare Miercuri și Sâmbătă la aceleași ore.

Iscod.

Inalta Curte de Casație și Justiție, Secțiuni-Unite

Audiența dela 12 Noembrie 1909

Președenția d-lui G. N. BAGDAT, prim-președinte

— Ministerul finanțelor cu Primăria comunei Constanța —

Competența secțiunilor-unite ale Curții de casație. — Cazul și condițiunile sub cari o afacere are a fi trimisă în secțiuni-unite.

Incompetența *ratione materiae*. — Dreptul de a fi invocată direct în Casație, și chiar din oficiu de către Curtea de casație.

Legea maximului taxelor comunale. — Impuneri făcute pe temeiul acestei legi de către comisiunile comunale și de apel. — Dacă odată aceste impuneri au rămas definitive, ele mai pot fi anulate pe calea acțiunii principale. — (Art. 20 și 36 din Legea Curții de casație, articolul 109 din Proc. civilă, art. 6 din Legea de constatarea veniturilor comunale și art. 2 și 3 din regulamentul acestei legi).

1. *Din momentul ce o secțiune a Curții de casație afirmă, prin încheierea sa, că s'a ivit din nou divergență asupra unui punct supus judecății sale, această afirmațiune este îndestulătoare pentru a se constata și decide că afacerea este în conformitate cu legea trimisă în judecata secțiunilor-unite.*

2. *După art. 109 din Proc. civilă, incompetența de ordine publică a unei instanțe se poate ridica chiar înaintea Curții de casație în orice stare a procesului și chiar din oficiu.*

*Astfel, incompetența *ratione materiae* este de ordine publică, căci nu depinde de particulari de a răsturna ordinea constitutivă a diferitelor instanțe, consimțind,*

prin tăcerea lor, ca să fie judecați de judecători cărora legea nu le-a dat cădere să judece, așa că o asemenea incompetență, conform sus citatului articol, se poate invoca chiar din oficiu de către Curtea de casație.

3. Singurele instanțe competente a se pronunța atât asupra cuantumului unui impozit cât și mai ales asupra legalității aceluși impozit, fiind cele instituite de lege și regulamentul pentru constatarea și perceperea veniturilor comunale și de legea contribuțiilor directe, din momentul ce partea a uzat de acele instanțe, sau nu a uzat în termenele stabilite, și într'un caz și într'altul impunerea este definitivă, așa că părțile nu o mai pot ataca pe cale de acțiune principală.

4. Dacă un proces nu mai poate primi o urmare de judecată, casarea se pronunță fără trimitere.

Deciziunea 8/909.—Casată fără trimitere, după recursul făcut de Ministerul finanțelor, sentința Tribunalului Constanța No. 281/904, dată în proces cu Primăria comunei Constanța.

Curtea,

Ascultând pe d-l avocat C. Marinescu, care susține că procesul în starea în care se găsește nu putea fi trimis în judecata secțiunilor-unite, și

Pe d-l avocat Traian Fortun pentru Primăria Constanța, care conchise ca Curtea să decidă dacă secțiunile-unite sunt competente a judeca recursul de față.

Deliberând,

Asupra incidentului ridicat de avocatul Statului:

Având în vedere că, prin acest incident, avocatul Statului conchide că această înaltă Curte nu poate să judece în secțiunile-unite, chestiunea ce a fost ridicată din oficiu de secțiunea III-a a acestei înalte Curți, și a fost trimisă de acea secțiune în judecata secțiunilor-unite: aceea de a se ști dacă instanța de fond, Tribunalul de Constanța, era competentă să judece acțiunea intentată de Stat în contra Primăriei de Constanța, acțiune judecată prin sentința adusă în recurs;

Având în vedere că, în susținerea acestui incident, avocatul Statului a invocat că de către secțiunea III-a a acestei înalte Curți nu s'a făcut decât o singură dată divergență asupra chestiunii de incompetență în discuțiune, trimisă de acea secțiune în cercetarea secțiunilor-unite, după cum aceasta ar rezulta din jurnalul cu No. 426 din 28 Martie 1907 al acelei secțiuni; că, așa fiind, conform art. 20 din Legea organică a acestei înalte Curți, în urma divergenței, chestiunea trebuia judecată tot de acea secțiune împreună cu alți trei consilieri trași la sorți dela celelalte două secțiuni, și numai dacă nu se putea nici atunci forma majoritatea, se putea trimite chestiunea în judecata secțiunilor-unite;

Considerând că prin art. 20 din legea organică a acestei înalte Curți regulează că o afacere se trimite în judecata secțiunilor-unite numai atunci când se face o a doua divergență asupra chestiunii supusă judecării, adică când o secțiune a înaltei Curți a fost constituită cu numărul de judecători ceruți de lege pentru a judeca o afacere în divergență, și nici atunci nu s'a putut forma majoritatea legală pentru darea deciziei;

Considerând că din jurnalul cu No. 974/906 încheiat de secțiunea III-a, prin care se constată prima divergență, nu rezultă ceace pretinde reprezentantul Statului, adică că prima divergență constatată prin acest jurnal nu s'ar fi făcut tot asupra chestiunii de incompetență;

Că, astfel fiind, și din momentul ce secțiunea III-a a acestei Curți afirmă, prin jurnalul No. 426/907, că s'a i-vit din nou divergență asupra competenței instanței de fond, de a judeca acțiunea Statului, această afirmațiune

a Curții este îndestulătoare pentru a se constata și decide că afacerea este în conformitate cu legea trimisă în judecata secțiunilor-unite;

Pentru aceste motive, respinge incidentul, etc.

Curtea deliberând,

Asupra chestiunii de a se ști dacă în procesul de față instanțele de fond erau competente a judeca pe cale principală acțiunea introdusă de Stat în contra Primăriei comunei Constanța, și dacă chestiunea de incompetență putea fi ridicată din oficiu de înalta Curte de casație, cu ocazia judecării recursului introdus de Stat în contra sentinței Tribunalului Constanța No. 281/904;

Văzând art. 109 din Procedura civilă;

Considerând că, după dispozițiunile acestui articol, incompetența de ordine publică a instanței se va putea ridica chiar înaintea Curții de casație în orice stare a procesului, și chiar din oficiu;

Considerând că incompetența *ratione materiae*, de care este vorba în speță, este de ordine publică, căci nu depinde de particulari de a răsturna ordinea constitutivă a diferitelor instanțe, consimțind, prin tăcerea lor, ca să fie judecați de judecători cărora legea nu le-a dat căderea să judece diferendul dintre dânsii, așa că o asemenea incompetență, conform sus citatului articol din Procedura civilă, se poate invoca chiar din oficiu de către Curtea de casație;

Considerând că, odată stabilit că această înaltă Curte a fost în drept să ridice din oficiu excepțiunea de incompetență *ratione materiae*, de care este vorba în speță, rămâne a se constata dacă instanțele de fond erau competente a judeca pe cale principală acțiunea Statului îndreptată în contra Primăriei Constanța;

Considerând că, din combinațiunea art. 36 și 104 din Constituțiune, rezultă că, deosebit de Curțile și tribunalele ordinare, puterea judecătorească se poate exercita și prin jurisdicțiuni speciale care se înființează prin anume legi speciale, și, prin urmare, hotărârile date de asemenea jurisdicțiuni prin îndeplinirea formelor prescrite de legea organizării lor trebuie să aibă aceeași autoritate de lucru judecat ca orice hotărâre judecătorească, fără a se mai putea înlătura prin altă judecată pe cale ordinară, căci, altfel, rezultatul ar fi ca și cum acele jurisdicțiuni n'ar mai fi fost anume înființate prin lege; ba, încă, rezultatul ar fi și mai rău dacă s'ar da de multe ori curs de judecată pe diferite căi, ceace nu poate să intre în intențiunea legiuitorului;

Considerând că, în speță, Primăria Constanța, pe temeiul legii asupra maximului taxelor și contribuțiilor comunale din anul 1893, a impus două corpuri de clădiri ale Ministerului de finanțe, destinate locuinței funcționarilor vamali din acea localitate, la o taxă de 2% asupra venitului constat în conformitate cu legea impozitului funciar și legea și regulamentul pentru constatarea și perceperea veniturilor comunale;

Considerând că după art. 6, alin. 1, din legea de constatare a veniturilor comunale, combinat cu art. 2 din regulamentul acestei legi, constatarea zecimilor adiționale și a contribuțiilor comunale stabilite asupra venitului funciar, cum este în speță, se face după rolurile rămase definitive pentru perceperea contribuțiilor directe către Stat; iar pentru perceperea unor asemenea venituri, autoritatea comunală întocmește roluri speciale în cari indică bazele impozabile și taxele de perceput; și aceste roluri sunt supuse judecării comisiunilor comunale și de apel întocmite de Stat pentru constatarea contribuțiilor sale, comisiuni pe lângă cari, conform art. 3 din regulamentul legii de constatarea veniturilor comunale, sunt atașați câte un agent de constatare, cari reprezintă interesele comunei și cari sunt obligați a lua extracte după deciziunile comisiunilor comunale și de apel privitoare la veniturile comunale, pe baza cărora vor face modificări în rolurile comunei;

Considerând că din cele ce preced rezultă că singurele instanțe de judecată competente a se pronunța atât

asupra cuantumului impozitului, cât și mai ales asupra legalității aceluși impozit, sunt acele instituite de legea și regulamentul de constatarea și perceperea veniturilor comunale și de legea contribuțiilor directe;

Considerând că dacă partea a uzat de acele căi, sau nu a uzat în termenul stabilit de acele legi și regulamente, și într'un caz și în altul impunerea este definitivă, și, prin urmare, părțile nu o mai pot ataca prin acțiune pe cale ordinară;

Că din toate aceste puncte de vedere sentința Tribunalului Constanța No. 281/904 este dată fără competență, și de aceea urmează a fi casată;

Considerând că întru cât procesul nu mai poate primi o urmare de judecată, conform art. 36 din Legea Curții de casație casarea urmează a se face fără trimitere;

Pentru aceste motive, Curtea casează, etc.

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI, S. I

Audiența dela 4 August 1909

Președenția d-lui N. PROCOPESCU

I. G., contravenție la legea zaharinei

Decizia corecțională No. 644

Legea zaharinei. — Transformarea amenzii în închisoare. — Cine pronunță această transformare? — Cum sunt considerate tribunalele, când judecă după legea zaharinei. — Caracterul sentințelor lor. — Apel inadmisibil.

După art. 18 și 19 din legea zaharinei tribunalele sunt considerate ca instanțe de apel, iar sentințele pe cari le dau definitive, rămânând contra lor ca singură cale de atac recursul în Casație.

Sentințele prin cari se transformă amenda condamnatului — în caz de nesolvabilitate — în închisoare, fiind un accesoriu, ele urmează calea principalei sentințe de condamnare la amendă și, deci, apelul contra lor este inadmisibil.

Curtea,

Asupra apelului făcut de I. G., contra sentinței cu No. 1607/909 a Tribunalului Prahova, s. I-a, prin care s'a transformat în 300 zile restul de amendă la care numitul fusese condamnat prin procesul-verbal încheiat de controlorul fiscal T. G. în ziua de 11 Martie 1906, aprobat de Ministerul de finanțe și rămas definitiv în baza sentinței cu No. 117/907 a aceluiași tribunal;

Având în vedere incidentul de inadmisibilitatea apelului de față, ridicat de d-l procuror;

Ascultând concluziunile d-lui procuror și pe ale apelantului;

Având în vedere că din combinațiunea dispozițiilor conținute în art. 18 și 19 din legea pentru interzicerea importului zaharinei din 6 Aprilie 1902, rezultă categoric că, prin derogățiune dela dreptul comun în această materie, tribunalele de județ sunt socotite ca instanțe de apel, iar sentințele pronunțate ca definitive nu mai pot fi atacate decât pe calea recursului; deci, în asemenea cazuri, și condamnățiunile prevăzute în sentințele date trebuiesc considerate tot ca atari;

Având în vedere că dacă, în cazul de condamnățiuni la amenzi, cel condamnat nu e în stare sau nu poate justifica sau asigura plata condamnățiunii, conform art. 26 din această lege urmează a fi trimis înaintea tribunalului de prima instanță pentru a se înlocui, conform art. 28 din Codul penal, amenda prin închisoare; sentințele ce se dau în asemenea materie de către tribunal, conform art. 19 aliniatul ultim, trebuie să fie socotite

tot ca definitive, căci, după cum mai sus s'a stabilit, tribunalul judecă în ultimă instanță cele conținute în procesele-verbale dresate conform art. 16 și urm. și confirmate de administrația centrală;

Având în vedere că înlocuirea amenzii prin închisoare de către tribunal fiind un accesoriu al principalului, nu poate urma decât calea principalului; ori fondul procesului fiind judecat de tribunal în ultima instanță, și accesoriul urmează a fi judecat în ultimă instanță;

Că, așa fiind, apelul de față este inadmisibil;

Pentru aceste motive, respinge, etc.

(ss) D Florescu; I. Baștea.

O p i n i u n e

Asupra incidentului de neadmisibilitatea apelului ridicat de d-l procuror;

Având în vedere apelul părții asupra sentinței tribunalului Prahova, s. I-a, No. 1607 din 15 Iunie 1909, dată asupra transformării amenzii în închisoare, conform art. 26 din legea pentru interzicerea importului zaharinei;

Având în vedere că acest text de lege se mărginește a zice că, în toate cazurile de amendare, prevăzute de legea zaharinei, contravenientul insolubil va fi reținut și trimis înaintea tribunalului de prima instanță pentru înlocuirea amenzii cu închisoare potrivit art. 28 din Codul penal, fără să arate cum a făcut-o în art. 19 unde este vorba de confirmarea procesului-verbal, dacă tribunalul se pronunță în ultimă instanță sau cu dreptul de apel;

Considerând că tăcerea legiuitorului nu poate fi interpretată în sensul unei derogări dela principiul celor două grade de jurisdicție, și, prin urmare, a răpirii dreptului de apel întru cât derogările nu se subînțeleg, ci trebuiesc a fi exprese;

Că a se susține că în cazul nostru tăcerea echivalează cu o derogare, ar fi a se admite că și în cazurile prevăzute de art. 7, 8, 10, 11 și 12 din lege, atunci când inculpatul este trimis spre a i se aplica o pedeapsă de tribunal, acesta nu ar putea să se pronunțe decât tot în ultimă instanță — de oarece toate textele menționate păstrează aceeași tăcere — ceea ce ar fi cu totul contrariu principiului de competență în materie penală;

Că nu se poate trage un argument în contra acestei teze din aceea că tribunalul se pronunță în ultimă instanță asupra confirmării procesului-verbal, pentru că în acel caz este vorba de o măsură pecuniară și tribunalul se pronunță în apel ca tribunal civil cum zice art. 19, pe când în cazul nostru este vorba de o măsură privativă de libertate ce se pronunță de tribunal nu ca civil, pentru că nu are competența ca atare să transforme amenda în închisoare, ci ca penal și ca primă instanță, pentru că art. 26 privitor vorbește de tribunalul de prima instanță, ceea ce implică în mod evident o a doua instanță și prin urmare și apel, mai cu seamă că nu se poate concepe ca legiuitorul să fi avut mai multă sollicitudine pentru condamnățiunile pecuniare decât pentru cele privative de libertate;

Că, de altminteru, nu trebuie să se uite că există și în legea zaharinei, ca și în legea vămilor la care se referă, între altele și art. 17, două căi: una civilă pentru confirmarea procesului-verbal, în ce privește condamnățiunile pecuniare și alta penală pentru condamnățiunile la închisoare și transformarea amenzii în închisoare, căi cu totul independente una de alta și guvernate de reguli deosebite, încât dispoziția după care în civil tribunalul se pronunță în ultimă instanță nu-și are explicațiunea în penal;

Considerând, pe lângă aceasta, că măsura de transformare nu este nici un accesoriu propriu zis al unei condamnățiuni definitive, ca să se susțină că urmează calea principală — pentru că, cum este în speță, măsura s'a luat înainte ca procesul-verbal să fi fost întărit definitiv de tribunal prin respingerea apelului contrave-

nientului, — ci are și un caracter preventiv, urmează și din acest punct de vedere a recunoaște că există dreptul de apel;

Pentru aceste motive, sunt de părere a se declara apelul admisibil.

(s) N. Procopescu.

OBSERVAȚIE. — In legislațiunea penală modernă apelul nu mai are caracterul politic din vremile trecute. In timpul republicii, romanii apelau sentințele magistraților la popor și apelul se făcea numai cu acest scop principal, de a lăsa poporul suveran apreciator chiar al faptelor particulare ale cetățenilor. In timpul imperiului această suveranitate de judecător a trecut, ca un element al puterii politice, la împărați și mai târziu în Franța la regi ¹⁾. In epoca modernă—și anume dela revoluția cea mare franceză—puterea judecătorească, deși rămâne ca un element al puterii politice, are însă o organizațiune și o ființă cu totul independentă; în mod ideal numai ea păstrează dependența de capul Statului, și prin această legătură ideală se face trecerea dispozițiilor ei în alt element al puterii politice: puterea executivă. In organizațiunea puterii judecătorești principiul ce se urmează este garanția că cetățenii vor avea o judecată dreaptă, sau mai bine zis o apreciere a faptelor în afară de influențele autorității, a persoanelor cu autoritate și o evitare cât mai sigură a erorilor. Pentru a mulțumi acestui principiu avem două grade de jurisdicție complexă, judecând în fapt și în drept pricitele, și o instanță supremă de control pentru aplicarea corectă a textelor de lege.

Se vede însă că puterea politică—Statul—nu se simte destul de bine apărat prin această independență a organelor judecătorești, și mai ales nu-i convine garanția ce a ținut să dea particularilor că vor fi judecați în condițiuni de a le fi cât mai la larg apărarea și de a avea o cât mai mare libertate de acțiune spre a-și susține opunerile și pretențiunile lor. De aceea ne vedem azi cu un voluminos material de legi speciale, cu rigori excesive, cu dezorganizarea spiritului judecătorec și în general cu tot felul de surprinderi juridice.

Dar dacă Statul are drept să regrete marele succes al vremurilor moderne, de a avea instituțiunea judiciară independentă și cu o organizațiune absolut liberală, nu înțelegem concursul mai mult decât curtenitor pe care îl dau instanțele noastre judecătorești de a-și micșora din ce în ce puterea și dreptul lor de a judeca.

Mai lunile trecute noi am publicat un studiu

în această revistă ²⁾, și am arătat acolo pornirea Curții noastre de casație de a pune legea specială deasupra dreptului comun. Negreșit că acel studiu de revistă, scris de un om cu mijloace restrânse de a convinge și a interesa, a trecut cu totul neobservat. Inșă noi adăogăm și această notă de azi, mulțumiți că avem prilejul să susținem vederile noastre cu mai multă tărie. Căci, evident, decizia ce adnotăm, prin opinia majorității Curții de apel din București, secția de vacanță 1909, este un exemplu destul de limpede spre a convinge pe toată lumea că dreptul legilor speciale amenință să considere ca un accident dreptul comun și principiile ce-l călăuzesc.

Este în speță vorba de un apel contra unei sentințe *corecționale*, sentință care transformă o amendă în închisoare. D-l procuror-general ridică incidentul de neadmisibilitate a apelului, pentru că legea zaharinei, în temeiul căreia se pronunțase amenda, consideră tribunalul ca instanță de apel; Curtea admite incidentul și declară apelul introdus înaintea Curții inadmisibil.

Legea zaharinei are o organizațiune procedurală specială pentru constatarea contravențiilor la această lege, pentru urmărirea și executarea contravenienților.

Să luăm din articolele ei pe acelea prin cari își justifică Curtea de apel București decizia de mai sus:

Art. 18.— Orice proces-verbal prin care se va fi constatat vreo contravențiune dela art. . . ., se va înainta în original — cât se va putea mai neîntârziat — administrațiunii centrale a finanțelor, care, după ce-l va fi examinat și va fi găsit că într'adevăr e întocmit în conformitate cu legea, îl va întări prin deciziunea sa aprobativă, prin care va hotări în acelaș timp și la câtă anume sumă urmează să fie fixată amenda aplicabilă contravenientului, ținând seamă întru aceasta atât de valoarea produselor confiscate, cât și de gravitatea infracțiunii comise.

Procesul-verbal astfel întărit va forma un titlu suficient pentru executarea condamnățiunilor civile, și în virtutea lui se va putea păși la această execuțiune, chiar dacă partea condamnată va urmări în justiție anularea lui

Art. 19.— In termen de cinci zile dela notificarea deciziunii aprobative a administrațiunii centrale, partea condamnată va putea face apel în contra acestei deciziuni la tribunalul civil respectiv, care va fixa înfățișarea peste opt zile cel mult dela primirea cererii de apel.

Ultimul aliniat.— Tribunalul va judeca în ultimă instanță, și sentința lui nu va putea fi atacată pe calea recursului în Casație decât în termen de cel mult o lună dela pronunțarea ei.

Ce-l face pe Stat să fixeze termene scurte de judecată? Desigur grija ce o are de a termina cât mai repede cu contravenienții la legea zaharinei; dar amândouă aceste articole se pronunță clar că în contra procesului-verbal de contravenție sunt două instanțe: 1) Administrațiunea centrală a finanțelor, și 2) tribunalele civile ca instanță

¹⁾ Faustin Hélie, T. VI, pag. 729. A se vedea de asemeni un interesant studiu al d-lui Henry Nizard în «Revue Générale d'Administration» pe Octomvrie 1909: *Le contrôle juridictionnel, des réglemens d'administration publique.*

²⁾ *Curierul Judiciar*, No. 28/909: «Legile speciale și dreptul comun».

de apel; prin urmare, din art. 18 și 19 nu se poate deduce că legiuitorul a căutat să suprimă instanța de apel; că art. 19 spune că tribunalul va judeca în ultimă instanță... aceasta e un lux de știință al legiuitorului, căci lumea juridică subînțelege că instanța de apel e ultima instanță de judecată a părților. Este surprinzător că în decizia Curții se alege numai calificativul că tribunalele sunt în această materie instanțe de apel și nu se observă întreaga organizație procedurală, în ce condițiuni tribunalele sunt instanțe de apel.

Dar să lăsăm această argumentare de o parte (credem de altfel că am lămurit pe deplin că tribunalele sunt instanțe de apel față cu Administrația centrală a finanțelor care e primă instanță); Curtea de apel zice: «având în vedere că înlocuirea amendei prin închisoare de către tribunal, fiind accesoriu al principalului, nu poate urma decât calea principalului...» Nu înțelegem aici aplicată teoria «accessorium sequitur principale», pentru că e un non sens juridic de a considera în principal o condamnățiune pecuniară și ca accesoriu o condamnățiune la închisoare. Personal nu ne putem explica destul de clar tehnica acestui raționament, dar credem că una este apelul la tribunal contra deciziei aprobative a Ministerului de finanțe și alta este calea penală pentru transformarea amendei în închisoare¹⁾.

Art. 26. — În toate cazurile de amendă prevăzute prin această lege, contravenientul care nu va putea nici să justifice că este în măsură de a plăti amenda la care va fi fost supus pentru infracțiunea comisă de dânsul, nici să consemneze acea amendă, sau să prezinte o cauțiune valabilă pentru achitarea ei, va trebui să fie reținut și trimis îndată înaintea tribunalului de primă instanță pentru înlocuirea acelei amende cu închisoarea corespunzătoare, potrivit dispozițiilor art. 28 din Codicele penal.

Prin urmare, condamnatul la amendă, declarat insolubil, va fi trimis înaintea tribunalului de primă instanță și amenda i se va transforma în închisoare conform art. 28 din Codul penal. Poate că cineva s'ar putea impresiona de citarea unui articol din Codul penal de către legiuitor și să admită că, dacă legiuitorul s'a oprit aici, legea trebuie aplicată cu textul ei restrâns; însă atunci legile speciale ar trebui să aibă ființă cu totul în afară de dreptul comun și judecățile ar fi peste putință de făcut. Iată în legea zaharinei chiar două chestiuni, spre a înțelege mai bine ideea. Tribunalul va fi format în judecare cu procuror? Dacă e un minor contravenientul, procurorul trebuie să depună concluziuni? Legea zaharinei nu spune. Nu voiesc să stăruiesc mai mult, dar așa putea pune o sumă de chestiuni de asemenea natură și încheierea este că e

peste putință să nu ținem seamă de dreptul comun judecând în materia unei legi speciale.

Am arătat în deajuns, credem, că tribunalul chemat să transforme amenda în închisoare, nu poate da o sentință definitivă; sentința lui e supusă apelului.

O considerațiune de ordin general: dacă deciziunea ce adnotăm ar fi un caz izolat, nu am fi făcut această adnotare. Inșă, cum am spus mai sus, se vede o întreagă tendință în această direcțiune. În decizia de față se șterge dreptul de apel; într'o hotărîre recentă Curtea de casație nu dă dreptul de recurs²⁾ și o sumă de alte deciziuni și hotărîri de acest fel se văd în revistele juridice.

Acum câțiva ani secția III-a de contencios a Casației era creiată pentru apărarea în contra arbitrarului administrativ; dar această pornire de a opri părțile să se judece înaintea instanțelor judecătorești de către ele înșile, printr'o interpretare excesiv de riguroasă și forțată a legilor speciale, este cel mai puternic sprijin ce se poate da nemilosului arbitrar al agenților administrativi și polițienesci.

Noi ne-am făcut datoria de cronicar și observator.

Noemvrie, 1909.

Cons. Popescu
Avocat

²⁾ Curierul Judiciar, No. 64/909.

A apărut tomul IX (partea I-a) din **Explicațiunea teoretică și practică a Dreptului civil român**, de d-l *Dimitrie Alexandresco*. (Comentariul art. 1410 — 1490, 1902 din Codul civil). Acest volum cuprinde studii amănunțite asupra Legii proprietarilor, precum și asupra bezmanului, embaticului sau emfiteozei. **Prețul 10 lei**. Partea a doua din acest volum, care va apare în cursul lunii Ianuarie 1910, cuprinde: **Societatea, Mandatul, Comodatul și Imprumutul**, precum și tablele întregului volum.

Comandele se fac la ziarul «Curierul Judiciar», unde se găsesc de vânzare și celelalte volume.

A apărut: **Tratat de drept comercial după doctrină și jurisprudență**. Despre asociațiunile în participație și societățile civile și străine, volumul II, partea I, de *C. N. Toneanu*, avocat, Galați. Se găsește de vânzare la librăria Negoescu și Manițiu pe prețul de **4 lei**, unde se află și volumul I pe preț de **8 lei** și **Falimentele**, partea I și II, ambele pe preț de **6 lei**.

A apărut: **Vol. III Explicațiuni teoretice și practice asupra Codului de comerț** de d-l *Gr. V. Maniu*. Primele două volume au fost premiate de Academia Română.

Prețul **12 lei**. Depozit la Curierul Judiciar care servește la cere orice cărți de drept, române și streine.

Rugăm stăruitor pe abonații rămași în întârziere cu plata abonamentelor, să trimită sumele datorate prin mandat postal direct la administrația ziarului «Curierul Judiciar» București, sau să plătească la prezentare numai în mâna încasatorilor: **I. RIVEANU** pentru provincie și **I. ST. TUDOROIU** pentru Capitală, în schimbul chitanțelor ce vor emite din registrul emate, investite cu ștampila: **CURIERUL JUDICIAR**.

¹⁾ A se vedea Curierul Judiciar, No. 75/909.